

SENATO DELLA REPUBBLICA

VII LEGISLATURA

(N. 517)

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(FORLANI)

di concerto col Ministro del Tesoro
(STAMMATI)

e col Ministro dell'Industria, del Commercio e dell'Artigianato
(DONAT - CATTIN)

COMUNICATO ALLA PRESIDENZA IL 7 FEBBRAIO 1977

Approvazione ed esecuzione dell'Accordo e del relativo Protocollo addizionale sulla costituzione di una Organizzazione europea di studi fotogrammetrici sperimentali (OEEPE) firmati, rispettivamente, a Parigi il 12 ottobre 1963 e a Delft il 16 giugno 1954

ONOREVOLI SENATORI. — L'Organizzazione europea di studi fotogrammetrici sperimentali (OEEPE) è stata creata in seno all'OECE, in base ad un accordo firmato a Parigi il 12 ottobre 1953 tra i Governi dell'Austria, del Belgio, della Repubblica federale di Germania, dell'Italia e dell'Olanda. In seguito si sono aggiunti anche la Svizzera, la Norvegia, la Finlandia e la Danimarca.

L'Organizzazione è retta da un Comitato direttivo, composto da due delegati per ciascun Paese, nominati dai rispettivi Governi.

Per il funzionamento scientifico, l'Organizzazione si articola nelle seguenti Commissioni: triangolazione aerea, rilievi a grande scala (1:1000 e 1:2000), cartografia a media scala (sino a 1:100000), problemi di base. Ogni Nazione ha uno o più rappresentanti in ciascuna Commissione. L'attività è di ricerca

sperimentale su argomenti strettamente applicativi. La sperimentazione è effettuata contemporaneamente presso Istituti nazionali ed universitari.

In Italia collaborano ai lavori dell'OEEPE l'Istituto geografico militare, ditte private quali l'EIRA delle Officine Galileo, ed Istituti universitari.

Gli argomenti trattati, scelti dal Comitato direttivo, sono quelli di maggiore interesse per i Paesi membri, in relazione ai loro problemi cartografici.

La quota di partecipazione dei vari Paesi all'Organizzazione, prevista dall'accordo, è di 200 lire sterline annue.

Il Comitato direttivo, composto dai delegati dei Paesi membri, ha approvato recentemente l'aumento della quota di partecipazione, portandola a 300 lire sterline.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Il Protocollo addizionale, firmato a Delft (Olanda) il 16 giugno 1954, prevede alcune modifiche all'Accordo fra le quali quelle agli articoli 4 (a) (elezione di un Presidente in seno al Comitato direttivo), 5 (c) (pubblicazione dei risultati delle ricerche effettuate), 8 (a) (studi dei metodi più recenti sulle rilevazioni aeree).

L'Accordo, con il relativo Protocollo, forma oggetto di un provvedimento legislativo in relazione all'onere finanziario inerente alla partecipazione dell'Italia all'Organizzazione creata dall'Accordo stesso, onere, peraltro limitatissimo, cui si è finora fatto fronte con gli ordinari stanziamenti di bilancio.

DISEGNO DI LEGGE**Art. 1.**

Sono approvati l'Accordo e il relativo Protocollo addizionale sulla costituzione di una Organizzazione europea di studi fotogrammetrici sperimentali (OEEPE), firmati, rispettivamente, a Parigi il 12 ottobre 1953 e a Delft il 16 giugno 1954.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data agli Atti internazionali di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore.

Art. 3.

All'onere annuo relativo al contributo dovuto all'Organizzazione europea di studi fotogrammetrici sperimentali (OEEPE) valutato, per l'anno 1975, in lire 500.000, si provvede:

per il medesimo anno finanziario 1975, a carico dello stanziamento iscritto al fondo di cui al capitolo n. 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per lo stesso anno finanziario, all'uopo intendendosi prorogato il termine di utilizzo delle disponibilità stesse indicato dalla legge 27 febbraio 1955, n. 64;

per gli anni finanziari 1976 e 1977, mediante corrispondente riduzione del fondo iscritto al capitolo n. 6856 degli stati di previsione del Ministero del tesoro per gli stessi anni finanziari.

Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

ACCORD RELATIF À LA CONSTITUTION D'UNE ORGANISATION EUROPEENNE D'ÉTUDES PHOTOGRAMMETRIQUES EXPERIMENTALES

Les représentants soussignés des Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, de la République Italienne et du Royaume des Pays-Bas, dûment habilités à cet effet;

Désireux de coopérer entre eux en vue de développer et de perfectionner les méthodes photogrammétiques expérimentales compte tenu de la Recommandation du Conseil de l'Organisation Européenne de Coopération Economique en date du 25 juillet 1952;

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Organisation

Les Parties Contractantes établissent une Organisation Européenne d'Etudes Photogrammétriques Expérimentales (appelée ci-après l'*« Organisation »*).

Article 2

Objet

L'Organisation a pour objet d'accroître la précision et la qualité des levés cartographiques et d'améliorer le rendement de leur production en hâtant la mise au point et le développement des méthodes photogrammétiques, notamment par l'organisation et l'exécution, en coopération, d'un programme commun de recherches photogrammétiques expérimentales.

Article 3

Membres

Sont Membres de l'Organisation soit les Parties Contractantes Signataires du présent Accord ou qui y auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 9 ci-dessous, soit les organismes gouvernementaux ou semigouvernementaux compétents désignés à cet effet par leurs gouvernements à raison d'un organisme par Partie Contractante.

Article 4

Structure

L'Organisation comporte un Comité directeur, un Bureau exécutif et une ou des Commissions scientifiques constitués en fonction du ou des programmes de recherches.

a) Le Comité directeur est composé des délégués des Membres de l'Organisation, à raison de deux délégués au plus pour chaque Membre, choisis en principe parmi les spécialistes représentant les usagers de la photogrammétrie.

Les frais de voyage et les indemnités de séjour des délégués incombent normallement aux Membres.

Le Comité directeur prend ses décisions à la majorité des trois-quarts des délégués présents ou représentés et votant, sous réserve des dispositions du paragraphe b) de l'article 7 ci-dessous, chaque Membre ne disposant que d'une voix.

Toutefois, une décision ne sera valable que si la majorité des trois-quarts des votes valablement exprimés est au moins égale à la moitié du nombre des Membres.

Le Comité directeur élit un Président en son sein. En cas de parité au vote, la voix du Président est prépondérante.

Le Comité directeur définit les problèmes à traiter, arrête les programmes, répartit les tâches, contrôle l'exécution du programme prévu d'un commun accord.

Il appartient au Comité directeur d'établir, s'il échet, un règlement d'ordre intérieur et d'adopter toute décision relative au bon fonctionnement de l'Organisation, notamment dans les délais de transmission des propositions au Comité directeur et les droits de brevets.

Le Comité directeur fixe le budget et contrôle la gestion financière de l'Organisation.

Le Comité directeur nomme hors de son sein les membres du Bureau exécutif et désigne les Commissions scientifiques qu'il juge nécessaires à l'exécution de chaque programme.

b) Le Bureau exécutif est composé de trois personnes en principe consacrant une partie de leur activité à la gestion scientifique, technique et administrative de l'Organisation. Une de ces personnes est désignée comme Secrétaire général de l'Organisation, spécialement chargé des questions administratives et financières. Ce dernier reçoit mandat d'accomplir les actes de gestion courante nécessaires au fonctionnement de l'Organisation.

Le Bureau est responsable devant le Comité directeur de l'exécution, dans les délais fixés et suivant les modalités arrêtées, du programme et des décisions adoptées par le Comité directeur.

Le Bureau reçoit mandat du Comité directeur pour l'organisation et la mise en œuvre des programmes de recherches. Il en coordonne l'exécution, prépare les documents et devis pour le Comité directeur et les commissions scientifiques. Il suit les réalisations, prend les mesures susceptibles d'éviter des retards dans l'exécution des programmes et tient régulièrement le Comité informé des progrès des recherches, des résultats obtenus et de l'activité des Commissions scientifiques.

Le Bureau assiste aux délibérations du Comité directeur sans participer au vote.

Article 5

Fonctionnement

Le fonctionnement de l'Organisation repose sur les principes suivants:

a) l'exécution du programme de recherches coordonnées, établi d'un commun accord, est décentralisée;

b) en application des programmes établis par le Comité directeur, les Commissions scientifiques étudient et préparent le plan détaillé de chaque étude, participant aux essais, examinent, interprètent et comparent les résultats, orientent les recherches et procèdent à l'examen détaillé de certaines questions qui lui sont soumises par le Comité directeur.

c) il appartient au Comité directeur de se prononcer sur l'opportunité de la publication de certains résultats;

d) le Bureau prendra, en accord avec les centres intéressés, toutes les mesures utiles pour que les centres effectuant des recherches ne soient pas gênés par les visiteurs.

Article 6

Siège de l'Organisation

Le Siège de l'Organisation sera désigné par le Comité directeur, aussitôt que possible.

Article 7

Ressources et contributions

Les ressources de l'Organisation proviennent des contributions versées par les Membres ainsi que des dons, legs et subventions d'origine diverse en accord avec le paragraphe c) de l'article 7.

a) Une contribution financière sera versée par les Membres sous forme de cotisation annuelle en vue de faire face aux frais de fonctionnement de l'Organisation et du Bureau exécutif (frais d'administration, dépenses techniques diverses: publications, expédition de matériel, etc. ...). Cette cotisation est fixée par le Comité directeur. Le montant de la cotisation annuelle est de 200 Ls. au plus par Membre.

b) Contribution aux recherches: La contribution de chaque Membre consistera en services et prestations diverses (prises de vues, fournitures de photos, de données ou d'appareils auxiliaires, détermination des coordonnées des éléments de contrôle, mise à la disposition de l'Organisation de matériel restituteur ou de contrôle, d'opérateurs, de calculateurs ou de personnel scientifique).

La contribution à chaque programme est décidée à l'unanimité par le Comité directeur, en tenant compte au mieux des possibilités et des intérêts de chacun dans cette recherche.

Toutefois, si un Membre désire faire exécuter des recherches particulières dont l'importance dépasse trop largement le cadre de ses prestations en services, il pourra être invité par le Comité directeur à verser une certaine somme destinée à rétribuer les frais supplémentaires que ces recherches entraînent.

c) Les dons, legs et subventions ne peuvent être acceptés que s'ils ne comportent aucune clause contraire aux buts de l'Organisation.

Article 8

Programme de travail initial

Le programme initial comporte entre autres:

a) une comparaison objective et suffisante des méthodes les plus récentes de cheminement aérien;

b) une étude expérimentale des problèmes fondamentaux du cadastre ainsi que de l'emploi de la photogrammétrie de haute précision pour les cartes à grande échelle;

c) une étude expérimentale des méthodes économiques et rapides — établissement de cartes aux petites échelles;

d) le programme initial pourra être étendu par le Comité directeur à l'étude expérimentale d'autres problèmes soit liés à l'amélioration des procédés photogrammétriques, soit relatifs à l'utilisation ou au perfectionnement des instruments.

Article 9

Adhésion

Le Gouvernement de tout pays Membre de l'Organisation Européenne de Coopération Economique ou pays associé aux travaux de la dite Organisation, pourra adhérer au présent Accord par notification adressée à l'Organisation moyennant l'approbation du Comité directeur de l'Organisation, qui pourra subordonner l'adhésion au versement préalable d'une somme fixée par lui.

Article 10

Retrait

a) Toute Partie Contractante pourra notifier son intention de se retirer de l'Organisation au bout de deux ans de participation. La notification du retrait prend effet un an après le jour où elle a été signifiée à l'Organisation, sous réserve que le Membre intéressé paye sa cotisation pour l'année au cours de laquelle prendra fin sa participation à l'Organisation.

b) Si un Membre ne remplit pas ses obligations envers l'Organisation, le Comité directeur peut suspendre le bénéfice des droits et priviléges de ce Membre dans une mesure qu'il fixera.

Article 11

Modifications

Le présent Accord pourra être amendé par le Comité directeur sur proposition d'un Membre ou du Bureau exécutif. Tout projet de modification devra être communiqué à tous les Membres trois mois au moins avant d'être soumis à l'examen du Comité directeur.

Article 12

Entrée en vigueur

a) Le présent Accord entrera en vigueur pour les Signataires à la date de sa signature. Pour tout pays qui y adhérera ultérieurement, il entrera en vigueur à la date de l'approbation donnée par le Comité directeur.

b) Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, l'Organisation en avisera l'Organisation Européenne de Coopération Economique et la Société Internationale de Photogrammétrie. L'Organisation établira une liaison étroite avec ces deux organismes.

Article 13

Dissolution de l'Organisation

En cas de dissolution de l'Organisation, le Comité directeur prendra toutes les mesures utiles pour disposer du patrimoine de l'Organisation au mieux des intérêts des Membres.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment habilités, ont signé le présent Accord.

FAIT à Paris le douze octobre mil neuf cent cinquant-trois, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé aux Archives de l'Organisation qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les Signataires.

Pour la République Fédérale d'Allemagne :

Dr. ERWIN GIGAS

Pour la République d'Autriche :

Ing. KARL NEUMAIER

Pour le Royaume de Belgique :

(sous réserve de ratification)

Colonel PANIER

Pour la République Italienne :

Prof. ALFREDO PAROLI
Inspecteur Général du Cadastre Italien

Pour le Royaume de Pays-Bas :

W. SCHERMERHORN

**PROTOCOLE ADDITIONNEL
PORTANT AMENDEMENT ET RECTIFICATION À L'ACCORD
RELATIF À LA CONSTITUTION D'UNE ORGANISATION EUROPEENNE
D'ÉTUDES PHOTOGRAMMÉTRIQUES EXPÉRIMENTALES
SIGNÉ LE 12 OCTOBRE 1953**

Les représentants soussignés des Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, de la République Italienne et du Royaume des Pays-Bas, dûment habilités à cet effet;

Représentants des Gouvernements signataires de l'Accord relatif à la Constitution d'une Organisation Européenne d'Etudes Photogrammétriques Expérimentales (appelé ci-dessous l'**« Accord »**) signé à Paris le 12 octobre 1953;

Convenus de signer un Protocole Additionnel amendant l'Accord;

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Le cinquième alinéa du paragraphe *a*) de l'article 4 de l'Accord est modifié comme suit:

« Le Comité directeur élit un Président en son sein. Cette élection est faite à la majorité simple des délégués présents et votant, chaque Membre ne disposant que d'une voix. En cas de parité au vote la voix du Président est prépondérante ».

Article 2

Le paragraphe *c*) de l'article 5 de l'Accord est modifié comme suit:

« *c*) il appartient au Comité directeur de se prononcer sur l'opportunité de rendre publics les résultats des recherches effectuées. Cette publication se fera sous l'autorité du Comité directeur ».

Article 3

a) Le paragraphe *a*) de l'article 8 de l'Accord est modifié comme suit:

« *a*) une étude objective et suffisante des méthodes les plus récentes du cheminement aérien ».

b) Le texte français du paragraphe *b*) de l'article 8 de l'Accord est rectifié comme suit:

« *b*) une étude expérimentale de l'emploi de la photogrammétrie de haute précision pour les cartes aux grandes échelles et, en particulier, pour le cadastre ».

c) Le texte français du paragraphe *c*) de l'article 8 de l'Accord est rectifié comme suit:

« *c*) une étude expérimentale des méthodes économiques et rapides d'établissement des cartes aux petites échelles ».

d) Le paragraphe *d*) nouveau ci-dessous est ajouté après le paragraphe *c*) de l'article 8 de l'Accord:

« *d*) la constitution d'une documentation relative à la littérature photogrammétrique ».

e) Le paragraphe *d*) de l'article 8 de l'Accord devient le paragraphe *e*) de cet article.

Article 4

Les mots « (sous réserve de ratification) » sont ajoutés au-dessus de la signature du représentant du Gouvernement de la République d'Autriche, Ing. Karl Neumaier.

Article 5

Les articles 1 à 3 du présent Protocole Additionnel font partie intégrante de l'Accord.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment habilités, ont signé le présent Protocole Additionnel.

FAIT à Delft, le seize juin neuf cent cinquante-quatre, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé aux Archives de l'Organisation Européenne d'Etudes Photogrammétriques Expérimentales, qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les Signataires.

Pour la République Fédérale d'Allemagne :

Dr. ERWIN GIGAS

Pour la République d'Autriche :

(sous réserve de ratification)

Ing. KARL NEUMAIER

Pour le Royaume de Belgique :

(sous réserve de ratification)

Colonel PANIER

Pour la République Italienne :

Prof. ALFREDO PAROLI

Inspecteur Général du Cadastre Italien

Pour le Royaume des Pays-Bas :

W. SCHERMERHORN

TRADUZIONE NON UFFICIALE

NOTA BENE. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'Accordo, tra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.*

ACCORDO SULLA COSTITUZIONE DI UNA ORGANIZZAZIONE
EUROPEA DI STUDI FOTOGRAMMETRICI SPERIMENTALI

I sottoscritti rappresentanti dei Governi della Repubblica federale di Germania, della Repubblica d'Austria, del Regno del Belgio, della Repubblica italiana, del Regno dei Paesi Bassi, debitamente autorizzati a tale scopo;

Desiderosi di cooperare fra di loro per lo sviluppo ed il perfezionamento dei metodi fotogrammetrici sperimentali tenendo conto della Raccomandazione del Consiglio dell'Organizzazione europea di cooperazione economica del 25 luglio 1952;

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

Organizzazione

Le Parti contraenti istituiscono una Organizzazione europea di Studi fotogrammetrici sperimentali (qui di seguito denominata l'« Organizzazione »).

Articolo 2

Oggetto

L'obiettivo dell'Organizzazione è quello di aumentare la precisione e la qualità dei rilievi cartografici e di migliorare il rendimento della loro produzione accelerando la messa a punto e lo sviluppo dei metodi fotogrammetrici, in particolare tramite l'organizzazione e l'esecuzione, in collaborazione, di un programma comune di ricerche fotogrammetriche sperimentali.

Articolo 3

Membri

Saranno Membri dell'Organizzazione sia le Parti contraenti firmatarie del presente Accordo o che vi avranno aderito in conformità alle disposizioni del successivo articolo 9, sia i competenti organismi governativi o semi-governativi designati a tale scopo dai loro Governi in ragione di un organismo per ogni Parte contraente.

Articolo 4

Struttura

L'Organizzazione comprende un Comitato direttivo, un Ufficio esecutivo e una o più Commissioni scientifiche istituite in funzione del o dei programmi di ricerche.

a) Il Comitato direttivo è composto dai delegati dei Membri dell'Organizzazione, in ragione di due delegati al massimo per ciascun Membro, scelti, in linea di massima, tra gli esperti che rappresentano gli utenti della fotogrammetria.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Le spese di viaggio e le indennità di soggiorno dei delegati sono normalmente a carico dei Membri.

Il Comitato direttivo prende le sue decisioni alla maggioranza dei tre quarti dei delegati presenti o rappresentati e votanti, con riserva delle disposizioni del paragrafo b) del successivo articolo 7; ciascun membro dispone di un solo voto.

Tuttavia, una decisione sarà valida solo se la maggioranza dei tre quarti dei voti validamente espressi corrisponde almeno alla metà del numero dei Membri.

Il Comitato direttivo elegge tra i suoi membri un Presidente. In caso di parità dei voti, il voto del Presidente è decisivo.

Il Comitato direttivo stabilisce i problemi da trattare, fissa i programmi, distribuisce i compiti, controlla l'esecuzione del programma concordato.

Spetta al Comitato direttivo fissare, se necessario, un regolamento d'ordine interno ed adottare qualunque decisione relativa al buon funzionamento dell'Organizzazione, in particolare per quanto riguarda i termini di trasmissione delle proposte al Comitato direttivo e i diritti di brevetti.

Il Comitato direttivo fissa il bilancio e controlla la gestione finanziaria dell'Organizzazione.

Il Comitato direttivo nomina i membri dell'Ufficio esecutivo e nomina le Commissioni scientifiche ritenute necessarie per la esecuzione di ciascun programma.

b) L'Ufficio esecutivo è composto da tre persone che in linea di massima dedicano una parte della loro attività alla gestione scientifica, tecnica ed amministrativa dell'Organizzazione. Una di queste persone viene designata come Segretario generale dell'Organizzazione, incaricato in particolare delle questioni amministrative e finanziarie. Quest'ultimo riceve il mandato di compiere gli atti di ordinaria amministrazione necessari al funzionamento dell'Organizzazione.

L'Ufficio è responsabile, davanti al Comitato direttivo, dell'esecuzione, entro i termini fissati e secondo le modalità stabilite, del programma e delle decisioni adottate dal Comitato direttivo.

L'Ufficio riceve il mandato dal Comitato direttivo per l'organizzazione e la messa in opera dei programmi di ricerche; ne coordina l'esecuzione, prepara i documenti e i preventivi per il Comitato direttivo e per le Commissioni scientifiche. Segue la realizzazione dei programmi, adotta le misure atte ad evitare ritardi nella loro esecuzione e tiene regolarmente informato il Comitato dei progressi nelle ricerche, dei risultati ottenuti e dell'attività delle Commissioni scientifiche.

L'Ufficio assiste alle deliberazioni del Comitato direttivo senza partecipare al voto.

Articolo 5

Funzionamento

Il funzionamento dell'Organizzazione si basa sui seguenti principi:

a) l'esecuzione del programma di ricerche coordinate, fissato di comune accordo, viene decentralizzata;

b) in applicazione dei programmi stabiliti dal Comitato direttivo, le Commissioni scientifiche studiano e preparano il piano particolareggiato di ciascun studio, partecipano alle prove, esaminano, interpretano e mettono a confronto i risultati, orientano le ricerche e procedono all'esame particolareggiato di alcuni problemi che vengono loro sottoposti dal Comitato direttivo;

c) spetta al Comitato direttivo pronunciarsi sull'opportunità della pubblicazione di alcuni risultati;

d) l'Ufficio adotterà, d'accordo con i centri interessati, tutte le misure necessarie affinché i centri che effettuano delle ricerche non vengano disturbati da visitatori.

Articolo 6

Sede dell'Organizzazione

La Sede dell'Organizzazione verrà designata dal Comitato direttivo, appena possibile.

Articolo 7

Mezzi finanziari e contributi

I mezzi dell'Organizzazione provengono dai contributi versati dai Membri nonché da donazioni, legati e sovvenzioni di varia origine in conformità con il paragrafo c) dell'articolo 7.

a) Un contributo finanziario verrà versato dai Membri sotto forma di quota annuale, al fine di far fronte alle spese di funzionamento dell'Organizzazione e dell'Ufficio esecutivo (spese di amministrazione, spese tecniche diverse: pubblicazioni, spedizioni di materiale, ecc.). Tale quota verrà fissata dal Comitato direttivo. L'ammontare della quota annuale è al massimo di 200 lire sterline per ogni Membro.

b) Contributo alle ricerche: Il contributo di ciascun Membro consisterà in servizi e prestazioni varie (riprese, forniture di foto, di dati o di apparecchi ausiliari, determinazione delle coordinate degli elementi di controllo, messa a disposizione dell'Organizzazione di materiale di restituzione o di controllo di operatori, di calcolatori o di personale scientifico).

Il contributo a ciascun programma viene deciso all'unanimità dal Comitato direttivo, tenendo conto delle possibilità e degli interessi di ciascun Membro in detta ricerca.

Tuttavia, se un Membro desidera far eseguire delle particolari ricerche la cui importanza va troppo al di là del quadro delle sue prestazioni in servizi, il Comitato direttivo potrà invitarlo a versare una certa somma destinata a rimborsare le spese supplementari che tali ricerche comportano.

c) Le donazioni, i legati e le sovvenzioni possono essere accettate solo se non comportano alcuna clausola contraria agli obiettivi dell'Organizzazione.

Articolo 8

Programma di lavoro iniziale

Il programma iniziale comporta tra l'altro:

- a) un confronto obiettivo e sufficiente dei più recenti metodi di triangolazione aerea;
- b) uno studio sperimentale dei problemi fondamentali del catasto nonché l'impiego della fotogrammetria di alta precisione per le carte in scala grande;
- c) uno studio sperimentale dei metodi economici e rapidi - elaborazione di carte in scala piccola;
- d) il programma iniziale potrà essere esteso dal Comitato direttivo allo studio sperimentale di altri problemi collegati sia al miglioramento dei procedimenti fotogrammatici, sia relativi all'impiego o al perfezionamento degli strumenti.

Articolo 9

Adesione

Il Governo di ogni Paese Membro dell'Organizzazione europea di cooperazione economica o paese associato ai lavori di detta Organizzazione potrà aderire al presente Accordo mediante notifica indirizzata all'Organizzazione, previa approvazione del Comitato direttivo dell'Organizzazione, che potrà subordinare l'adesione al preventivo versamento di una somma da esso fissata.

Articolo 10

Ritiro

a) Ogni Parte contraente potrà notificare la sua intenzione di ritirarsi dall'Organizzazione dopo due anni di partecipazione. La notifica del ritiro avrà effetto un anno dopo la data in cui essa sarà stata notificata all'Organizzazione, con riserva che il Membro interessato paghi la quota per l'anno nel corso del quale terminerà la sua partecipazione all'Organizzazione.

b) Se un Membro non adempie ai suoi obblighi nei confronti dell'Organizzazione, il Comitato direttivo può sospendere il beneficio dei diritti e dei privilegi di detto Membro nella misura che esso stabilirà.

Articolo 11

Emendamenti

Il presente Accordo potrà essere emendato dal Comitato direttivo su proposta di un Membro o dell'Ufficio esecutivo. Qualunque progetto di modifica dovrà essere comunicato a tutti i Membri almeno tre mesi prima di essere sottoposto all'esame del Comitato direttivo.

Articolo 12

Entrata in vigore

a) Il presente Accordo entrerà in vigore per i firmatari all'atto della sua firma. Per ogni paese che vi aderirà successivamente, esso entrerà in vigore alla data dell'approvazione da parte del Comitato direttivo.

b) Non appena il presente Accordo entrerà in vigore, l'Organizzazione ne informerà l'Organizzazione europea di cooperazione economica e la Società internazionale di fotogrammetria. L'Organizzazione stabilirà uno stretto legame con questi due organismi.

Articolo 13

Scioglimento dell'Organizzazione

In caso di scioglimento dell'Organizzazione, il Comitato direttivo adotterà tutte le misure necessarie al fine di disporre del patrimonio dell'Organizzazione nel migliore dei modi nell'interesse dei Membri.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti rappresentanti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Accordo.

FATTO a Parigi il dodici ottobre millecentocinquantatré, in francese e in inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli Archivi dell'Organizzazione che ne invierà copia certificata conforme a tutti i Firmatari.

(*Seguono le firme*).

**PROTOCOLLO ADDIZIONALE
DI EMENDAMENTO E DI RETTIFICA ALL'ACCORDO RELATIVO
ALLA COSTITUZIONE DI UNA ORGANIZZAZIONE EUROPEA DI STUDI
FOTOGRAFOMETRICI SPERIMENTALI FIRMATO IL 12 OTTOBRE 1953**

I sottoscritti rappresentanti dei Governi della Repubblica federale di Germania, della Repubblica d'Austria, del Regno del Belgio, della Repubblica italiana e del Regno dei Paesi Bassi, debitamente autorizzati a tale scopo;

Rappresentanti dei Governi firmatari dell'Accordo relativo alla Costituzione di una Organizzazione europea di studi fotogrammetrici sperimentali (qui di seguito denominato l'« Accordo ») firmato a Parigi il 12 ottobre 1953;

Avendo convenuto di firmare un Protocollo addizionale che modifichi l'Accordo;

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

Il quinto comma del paragrafo *a*) dell'articolo 4 dell'Accordo viene modificato come segue:

« Il Comitato direttivo elegge un Presidente tra i suoi membri. Questa elezione viene effettuata alla maggioranza semplice dei delegati presenti e votanti. Ciascun Membro dispone di un solo voto. In caso di parità dei voti il voto del Presidente è decisivo ».

Articolo 2

Il paragrafo *c*) dell'articolo 5 dell'Accordo viene modificato come segue:

« *c*) spetta al Comitato direttivo pronunciarsi sull'opportunità di rendere pubblici i risultati delle ricerche effettuate. Tale pubblicazione verrà effettuata sotto l'autorità del Comitato direttivo ».

Articolo 3

a) Il paragrafo *a*) dell'articolo 8 dell'Accordo viene modificato come segue:

« *a*) uno studio obiettivo e sufficiente dei più recenti metodi della triangolazione aerea ».

b) Il testo francese del paragrafo *b*) dell'articolo 8 dell'Accordo viene rettificato come segue:

« *b*) uno studio sperimentale dell'impiego della fotogrammetria di alta precisione per le carte in scala grande ed, in particolare, per il catasto.

c) Il testo francese del paragrafo *c*) dell'articolo 8 dell'Accordo viene modificato come segue:

« *c*) uno studio sperimentale dei metodi economici e rapidi di elaborazione delle carte in scala piccola ».

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

d) Il nuovo paragrafo *d)* che segue viene aggiunto dopo il paragrafo *c)* dell'articolo 8 dell'Accordo:

«*d)* la stesura di un documento relativo alla letteratura fotogrammetrica».

e) Il paragrafo *d)* dell'articolo 8 dell'Accordo diventa il paragrafo *e)* di detto articolo.

Articolo 4

La frase «(sous réserve de ratification)» viene aggiunta dopo la firma del rappresentante del Governo della Repubblica d'Austria, Ing. Karl Neumaier.

Articolo 5

Gli articoli da 1 a 3 del presente Protocollo addizionale fanno parte integrante dell'Accordo.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti rappresentanti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo addizionale.

FATTO a Delft, il 16 giugno 1954, in francese ed in inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato presso gli Archivi dell'Organizzazione europea di studi fotogrammetrici sperimentali, che ne invierà copia certificata conforme a tutti i Firmatari.

(Seguono le firme).